

Ce dossier présente les informations chiffrées disponibles à partir de l'exploitation des données comptables du fichier FIBEN des entreprises de la Banque de France, à la date du 31 octobre 2011. Les ratios sont présentés en sept blocs :

- 1- Rendement / activité
- 2- Investissement
- 3- Besoins en fond de roulement
- 4- Résultats et rentabilité
- 5- Répartition des revenus
- 6- Structure financière et endettement
- 7- Solvabilité et autonomie financière

Deux décompositions sont proposées :

- **par catégorie d'entreprise** : selon la nouvelle définition du décret de décembre 2008 en application de la loi LME, l'entreprise se définit comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services et jouissant d'une certaine autonomie de décision. En conséquence, une entreprise peut regrouper des unités légales de différents secteurs, notamment les *holdings* et sièges sociaux ;
- **par secteur d'activité** : l'analyse sectorielle s'effectue par agrégation des entreprises pour lesquelles un code activité a été attribué en fonction du poids en termes de chiffre d'affaires ou, à défaut, d'effectif des unités légales composant l'entreprise.

I – Les sources d'information

Pour remplir sa fonction de refinancement des créances privées, la Banque de France a rassemblé des informations qui lui permettent de coter les entreprises et de vérifier l'éligibilité de ces créances : le fichier bancaire des entreprises (FIBEN).

Ce fichier, exclusivement ouvert à la profession bancaire et aux organismes à vocation économique, a progressivement acquis le rôle d'une véritable banque de données sur les entreprises. Il contient des informations à caractère descriptif (cotation, événements judiciaires, événements marquants ...) sur plusieurs millions d'entités et de dirigeants :

- les sociétés dont le capital est supérieur à 76 000 euros pour les SA, 30 500 euros pour les SARL,
- les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 000 euros,
- les sociétés ayant fait l'objet d'enregistrements d'incidents de paiement sur effets de commerce,
- les entreprises individuelles ou personnes morales non financières résidentes ou non résidentes, bénéficiaires de financements bancaires au-dessus du seuil de 25 000 Euros par guichet distributeur de crédit,
- les dirigeants ou personnes morales soumis à une décision judiciaire,
- toutes les personnes morales ou physiques détenant une fraction du capital ou exerçant une fonction de dirigeant dans les sociétés recensées,
- toutes les sociétés dont l'un des représentants légaux est déjà enregistré dans la base.

Le fichier FIBEN est notamment alimenté par les informations comptables issues des liasses fiscales (entreprises soumises au BIC BRN) qui constituent la base des comptes sociaux : plus de 250 000 bilans annuels.

Sont également recensés les liens financiers et le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holdings*), une

institution financière (banques, OPCVM, sociétés d'assurance), une personne physique (particuliers ou salariés), l'État ou encore une entreprise non résidente.

II - Présentation de l'échantillon

L'échantillon est constitué d'entreprises (au sens d'unités légales indépendantes), imposées à l'impôt sur les sociétés et présentes dans la base bilan FIBEN (hors entreprises individuelles). En termes d'effectifs, le taux de couverture de l'échantillon est de 75 %. Il est calculé par rapport aux sources Insee concernant les firmes imposées aux bénéficiaires industriels et commerciaux déclarant le bénéfice réel normal (BIC-BRN), et varie de 46 % à 85 % selon les secteurs.

▪ La taille des entreprises

Dans le cadre de la LME (loi de modernisation économique du 4 août 2008), un décret d'application de décembre 2008 introduit une nouvelle définition statistique de l'entreprise¹. Il précise aussi les catégories d'entreprises et les critères combinés permettant de les déterminer. Ceux-ci sont au nombre de quatre, dans la continuité de la définition de la taille d'une entreprise par la Commission Européenne : les liens financiers reliant les unités légales, les effectifs, le chiffre d'affaires et le total de bilan.

L'entreprise est définie comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision. La notion d'indépendance ou d'appartenance à un groupe est par conséquent prise en compte, et la taille calculée sur la base du périmètre de chaque entreprise.

Sont distinguées :

- **Les petites et moyennes entreprises (PME)** : entreprises de moins de 250 salariés, avec C.A. inférieur à 50 millions d'euros ou total de bilan inférieur à 43 millions d'euros. Ces PME peuvent être mono unité légale ou bien constituer un ensemble d'unités légales liées entre elles et dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère.
- **Les entreprises de taille intermédiaire (ETI)** : entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, occupent moins de 5 000 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1,5 milliard d'euros ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 milliards d'euros. Ces ETI peuvent être mono unité légale ou bien constituer un ensemble d'unités légales liées entre elles et dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère.
- **Les grandes entreprises (GE)** : les autres entreprises

Ainsi, le périmètre d'une entreprise est défini à partir de l'agrégation des comptes sociaux individuels, en tenant compte des liens financiers. Cette démarche ne permet pas de traiter le problème bien identifié des doubles comptes (Cf. infra Méthodologie-présence de doubles comptes).

▪ Les activités couvertes

Pour le calcul des ratios sectoriels, le secteur d'activité est déterminé au niveau de l'entreprise (combinaison d'unités légales).

Les secteurs sont définis selon la nomenclature agrégée de l'INSEE (NA 2008) issue de la NAF en vigueur depuis 2008 ; le secteur attribué à une entreprise est celui de l'unité légale ou des unités légales dont le poids au niveau de chaque entreprise est le plus important en termes de chiffre d'affaires, à condition que celui-ci excède 50 %. Dans le cas contraire, le classement par secteur des différents « regroupements » d'unités légales est effectué sur le critère des effectifs, toujours à condition que le poids dépasse 50 % ou en dernier lieu au classement par chiffre d'affaires, en retenant le secteur des unités dont la part est la plus forte.

L'analyse porte sur les sociétés non financières privées. Les entreprises à dominante publique - établissements publics industriels et commerciaux (EPIC), sociétés d'économie mixte et secteur HLM

¹ http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjo01v_3?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id

sont donc exclues du champ de l'étude² ce qui conduit à écarter quelques grandes entités constituées sous la forme d'établissements publics (SNCF, RFF, RATP...). Sont également exclus les secteurs des activités financières (KZ) et de l'administration (OQ). L'immobilier (LZ) a une composition atypique puisqu'il intègre notamment des structures exclusivement dédiées à la gestion du parc immobilier de leur entreprise d'appartenance. Les ratios élaborés sur ce secteur sont par conséquent délicats à interpréter.

Poids économique des entreprises non financières en 2011

(Effectifs en milliers, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, endettements et capitaux propres en milliards d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales	Effectifs	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier*	Endettement bancaire	Capitaux propres*
Ensemble	189 878	272 511	9 560	2 908	754	1 314	445	1 388
Par taille								
PME	185 251	236 150	3349	769	225	185	135	202
dont PME filiales de société étrangère	7 206	9 522	249	88	23	36	15	26
ETI	4 429	27 287	2800	959	226	371	175	432
dont ETI filiales de société étrangère	1 280	5 379	909	366	86	159	41	200
Grandes entreprises	198	9 074	3410	1180	302	757	135	753
Par secteur								
Agriculture	3 001	3 431	43	10	3	5	4	5
Industrie manufacturière	29 117	47 157	2 489	942	221	394	97	590
Énergie, eau, déchets	2 860	5 026	366	152	43	206	22	107
Construction	31 016	41 597	937	189	69	73	41	70
Commerce	68 533	95 568	2 386	1 115	176	233	99	342
Transports et entreposage	7 581	11 954	801	127	46	65	34	41
Hébergement et restauration	9 625	14 706	392	42	21	30	15	21
Information et communication	4 876	7 712	415	144	72	121	28	87
Activités immobilières	12 249	15 070	66	24	14	107	68	48
Soutien aux entreprises	18 384	26 687	1 557	149	81	68	31	66
Services aux ménages	2 636	3 603	106	13	7	12	6	10
Répartition en %								
Par taille								
PME	97,6	86,7	35,0	26,4	29,9	14,1	30,3	14,6
dont PME filiales de société étrangère	3,8	3,5	2,6	3,0	3,0	2,7	3,4	1,9
ETI	2,3	10,0	29,3	33,0	30,0	28,2	39,3	31,2
dont ETI filiales de société étrangère	0,7	2,0	9,5	12,6	11,5	12,1	9,2	14,4
Grandes entreprises	0,1	3,3	35,7	40,6	40,1	57,7	30,4	54,3
Par secteur								
Agriculture	1,6	1,3	0,5	0,3	0,4	0,4	0,9	0,4
Industrie manufacturière	15,3	17,3	26,0	32,4	29,3	30,0	21,7	42,5
Énergie, eau, déchets	1,5	1,8	3,8	5,2	5,7	15,7	4,9	7,7
Construction	16,3	15,3	9,8	6,5	9,1	5,5	9,2	5,1
Commerce	36,1	35,1	25,0	38,3	23,4	17,7	22,2	24,7
Transports et entreposage	4,0	4,4	8,4	4,4	6,1	5,0	7,6	2,9
Hébergement et restauration	5,1	5,4	4,1	1,5	2,8	2,3	3,4	1,5
Information et communication	2,6	2,8	4,3	5,0	9,5	9,2	6,3	6,3
Activités immobilières	6,5	5,5	0,7	0,8	1,8	8,1	15,4	3,5
Soutien aux entreprises	9,7	9,8	16,3	5,1	10,8	5,2	7,0	4,7
Services aux ménages	1,4	1,3	1,1	0,5	0,9	0,9	1,4	0,7

Champ : Entreprises non financières définies au sens LME ; Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs KZ (activités financières hors holdings) et OQ (administration)

Source : Direction des entreprises – Base FIBEN, novembre 2012

* Note de lecture : montants retraités de l'estimation des doubles comptes

² Les entreprises ayant changé de statut au cours de la période (par exemple EDF, GDF ou La Poste qui sont devenues des sociétés anonymes) ont été néanmoins réintégrées.

Le diagnostic est influencé par l'importance relative des différents secteurs :

- le commerce représente 38 % du chiffre d'affaires global, 23 % de sa valeur ajoutée et 25 % de ses effectifs ;
- l'industrie manufacturière représente toujours la plus forte contribution en termes de valeur ajoutée et d'effectif avec respectivement 29 % et 26 % du total.

III – Méthodologie

▪ Retraitements et présence de « doubles comptes »

L'analyse s'appuie sur les comptes sociaux des unités légales. La nouvelle définition de l'entreprise, au sens de la loi LME implique la prise en compte de l'ensemble des unités légales liées (y compris les *holdings*) dont les comptes sociaux sont agrégés. Cela se traduit par l'existence de flux intragroupes. Ces flux génèrent des doubles comptes susceptibles de fausser le calcul de certains agrégats (chiffre d'affaires, revenu global, capitaux propres, endettement..) et par conséquent influencer sur les ratios établis à partir de ces agrégats. Ainsi, l'endettement financier peut comporter à la fois celui de la *holding* qui emprunte pour financer sa filiale et celui de sa filiale qui en est le bénéficiaire final ; pour celle-ci, l'encours est comptabilisé dans le poste « concours du groupe et associés »³. De même, les prises de participations dans d'autres sociétés sont comptabilisées plusieurs fois dans les capitaux propres agrégés.

Le retraitement des doubles comptes vise alors à supprimer les effets des relations intragroupes.

Les principaux retraitements mis en œuvre sont les suivants : Cf. bulletin de la Banque de France de déc. 2010) :

- Endettement financier : l'information comptable permet d'approcher les financements intragroupes ; ils sont neutralisés pour les entreprises multi unités légales dont la tête de groupe est résidente (aucun retraitement n'est effectué lorsque la société mère est étrangère)⁴ ;
- Capitaux propres : ceux de la société mère sont amputés des participations, nettes des provisions, comptabilisées à son actif,⁵ ;
- Revenus financiers : les dividendes et intérêts versés par les filiales à leur maison mère sont neutralisés ; faute de données suffisamment détaillées, l'information est approchée en déduisant de l'ensemble des revenus financiers de chaque entreprise multi unités légales les produits financiers de participations (poste GJ de la liasse fiscale) et les autres intérêts et produits assimilés (poste GL) perçus par la société mère. En contrepartie, les montants versés par les filiales sont réduits du même montant.

Plusieurs ratios retraités des doubles comptes sont publiés dans ce dossier. Ils concernent la structure financière, la répartition du revenu global et la rentabilité financière. Le retraitement comporte néanmoins des limites liées au périmètre non exhaustif de la base FIBEN et à la diversité des modes d'organisation au sein des groupes.:

- filiales absentes de FIBEN (non résidentes ou en deçà du seuil de collecte du bilan) ;
- filiales de sociétés étrangères (le bilan de la société mère n'est pas disponible) ;
- les filiales sont toutes placées au même niveau (un seul rang), alors qu'en réalité certaines sont de rang inférieur ; les retraitements devraient être différenciés selon le rang de chacune des filiales ;
- les liens en capital inférieurs à 50 % ne sont pas appréhendés.

Dans le secteur automobile, les doubles comptes entre unités productives sont neutralisés sur la période récente grâce à la prise en compte de comptes profilés établis par les constructeurs..

³ Poste VI et extrait du poste DV de la liasse fiscale

⁴ Une tête de groupe est une société qui contrôle des filiales sans être elle-même contrôlée à plus de 50 % par une autre société

⁵ Ce retraitement ne peut excéder le montant des capitaux propres de la société mère

▪ Indicateur statistique et traitement de l'échantillon

Le ratio moyen rapporte la somme des numérateurs à celle des dénominateurs. Il s'interprète aussi comme une moyenne pondérée (par le dénominateur) de ratios individuels. Soit X_i le numérateur et Y_i le dénominateur d'un ratio pour une entreprise i appartenant à une population de n entreprises.

$$RM = \frac{\sum_{i=1}^n X_i}{\sum_{i=1}^n Y_i} = \sum_{i=1}^n \left(\frac{Y_i}{\sum_i Y_i} \right) \times \left(\frac{X_i}{Y_i} \right)$$

L'échantillon ne fait l'objet d'aucun redressement statistique. Le taux de couverture de 75 % est en effet satisfaisant. Les ratios de structure sont présentés sur un échantillon non cylindré tandis que les ratios de variation sont calculés sur un échantillon cylindré⁶.

⁶ Le cylindrage d'un échantillon consiste à ne retenir que les entreprises présentes deux années consécutives. Dans le cas d'un échantillon non cylindré, le nombre d'entreprises varie d'un exercice à l'autre.

La méthode d'analyse financière : Les principaux ratios utilisés

RENDEMENT	
Taux de variation du chiffre d'affaires.....%	Chiffre d'affaires (Année N) / Chiffre d'affaires (N-1) -1
Taux de variation de la valeur ajoutée.....%	Valeur ajoutée (Année N) / Valeur ajoutée (N-1) -1
Taux d'exportation.....%	Chiffre d'affaires à l'exportation / Chiffre d'affaires
Rendement de la main-d'œuvre.....K€	Valeur ajoutée (non retraitée des charges de personnel extérieur) / effectifs permanents
Rendement du capital d'exploitation.....%	Valeur ajoutée /capital d'exploitation
INVESTISSEMENT	
Taux d'investissement d'exploitation.....%	Investissements d'exploitation /valeur ajoutée
Taux d'autofinancement.....%	Autofinancement / investissement d'exploitation
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	
Poids des BFR d'exploitation en jours de CA..... J	Besoins en fonds de roulement d'exploitation / chiffre d'affaires HT * 360
Poids du crédit interentreprises en jours de CA..... J	Crédit interentreprises / chiffre d'affaires HT* 360
Poids des stocks en jours de CA..... J	Stocks / chiffre d'affaires HT* 360
Délais de règlement clients en jours de CA..... J	Clients - avances et acomptes reçus + effets escomptés / chiffre d'affaires, taxes comprises * 360
Délais de règlement fournisseurs en jours d'achats..... J	Fournisseurs - avances et acomptes versés / achats et charges externes, taxes comprises * 360
RÉSULTATS ET RENTABILITÉ	
Taux de marge	Excédent brut d'exploitation /valeur ajoutée
Rentabilité brute du capital d'exploitation..... %	Excédent brut d'exploitation / capital d'exploitation
Rentabilité nette du capital d'exploitation..... %	Excédent net d'exploitation / capital d'exploitation
Rentabilité financière des capitaux propres..... %	Capacité d'autofinancement nette / capitaux propres appelés
Rentabilité nette des capitaux propres..... %	Résultat net comptable / capitaux propres appelés
RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL	
Personnel..... %	Charges de personnel et participation / revenu global
État..... %	Impôts et taxes + impôts sur les sociétés / revenu global
Prêteurs..... %	Intérêts et charges assimilées + quote-part frais financiers des loyers de crédit- bail / revenu global
Actionnaires et associés..... %	Dividendes / revenu global
Taux d'épargne..... %	Autofinancement / revenu global
STRUCTURE FINANCIÈRE	
Poids des capitaux propres appelés..... %	Capitaux propres appelés / total des ressources
Taux d'endettement financier (sur capitaux propres)..... %	Endettement financier / capitaux propres appelés
Taux d'endettement financier net (sur capitaux propres) .. %	Endettement financier net / capitaux propres appelés
Taux d'endettement financier (sur valeur ajoutée).....-%	Endettement financier /valeur ajoutée
Endettement bancaire sur valeur ajoutée..... %	Endettement bancaire / valeur ajoutée
Part des dettes bancaires dans l'endettement financier..... %	Dettes bancaires/endettement financier
Part des obligations dans l'endettement financier..... %	Obligations/endettement financier
Part des autres dettes dans l'endettement financier..... %	Autres dettes / endettement financier
Part du groupe et des associés (inférieure à un an) dans l'endettement financier..... %	Dettes auprès du groupe et des associés inférieure à un an / endettement financier
Part des concours bancaires courants dans l'endettement bancaire..... %	Concours bancaires /endettement bancaire
SOLVABILITÉ ET AUTONOMIE FINANCIÈRE	
Coût apparent de l'endettement..... %	Intérêts et charges assimilées + quote-part frais financiers des loyers de crédit- bail / endettement financier
Capacité d'endettement..... %	Capacité d'autofinancement / endettement financier
Poids des intérêts dans l'excédent brut global..... %	Intérêts et charges assimilées + quote-part frais financiers des loyers de crédit- bail / Excédent brut global

Lexique des principales notions utilisées

Autofinancement	Capacité d'autofinancement – Dividendes – autres répartitions
Autres emprunts	Emprunts et dettes financiers divers + Avances conditionnées + Dettes groupe et associés > 1 an
Besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	Stocks (matières premières, approvisionnement) + Encours de production de biens + Encours de production de services + Stocks de produits intermédiaires et finis + Stocks de marchandises + Créances clients et comptes rattachés + Avances et acomptes versés sur commande – Avances et acomptes reçus sur commandes en cours – Dettes fournisseurs et comptes rattachés + Effets portés à l'escompte non échus + Créances personnel et comptes rattachés + Créances sécurité sociale et autres organismes sociaux + Créances État TVA + Créances État autres impôts + Créances État divers + Charges constatées d'avance – Dettes Personnel et comptes rattachés – Dettes Sécurité Sociale et autres organismes sociaux – Dettes État TVA – Dettes obligations cautionnées – Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer – Dettes État autres impôts – Produits constatés d'avance
Capacité d'autofinancement	Excédent brut global – Intérêts et charges assimilées – Participation des salariés aux résultats de l'entreprise – Impôt sur les bénéfices – Quote-part estimée frais financiers des loyers de crédit-bail + Charges à répartir
Capacité nette d'autofinancement	Capacité d'autofinancement – Charges de maintien du potentiel de production (renouvellement de l'outil productif et couverture des risques d'exploitation)
Capital d'exploitation	Immobilisations d'exploitation + Besoins en fonds de roulement d'exploitation
Capitaux propres appelés	Capital social + Primes d'émission, de fusion, d'apport... + Écarts de réévaluation + Réserve légale + Réserves statutaires ou contractuelles + Réserves réglementées + Autres réserves + Report à nouveau + Résultat de l'exercice + Subventions d'investissement + Provisions réglementées – Capital souscrit non appelé
Charges de personnel	Charges de personnel lié à l'entreprise (salaires, traitements et charges sociales) + charges de personnel extérieur
Crédit interentreprises	Créances clients et comptes rattachés + Avances et acomptes versés sur commandes – Avances et acomptes reçus sur commandes en cours – Dettes fournisseurs et comptes rattachés + Effets portés à l'escompte non échus
Endettement financier	Emprunts obligataires convertibles + Autres emprunts obligataires + Produits des émissions de titres participatifs – Primes de remboursement des obligations + Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit + Effets portés à l'escompte non échus + Engagement de crédit-bail mobilier et immobilier + Emprunts et dettes financiers divers + Avances conditionnées + Dettes groupe et associés (part à plus d'un an)
Excédent brut d'exploitation	Chiffre d'affaires HT (vente de marchandises + production vendue de biens + production vendue de services) + Production stockée + Production immobilisée + Subventions d'exploitation – Achats de marchandises – Variation de stock (marchandises)

	<ul style="list-style-type: none"> - Achats de matières premières et autres approvisionnements - Variation de stock (matières premières et approvisionnements) - Autres achats et charges externes + Charges de personnel extérieur à l'entreprise + Loyers de crédit-bail mobilier + Loyers de crédit-bail immobilier - Salaires et traitements - Charges sociales - Charges de personnel extérieur à l'entreprise - Impôts, taxes et versements assimilés + Autres produits d'exploitation - Autres charges d'exploitation
Excédent brut global	Excédent brut d'exploitation + Opérations hors exploitation
Excédent net d'exploitation	Excédent brut d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> - Dotations aux amortissements sur immobilisations - Dotations aux provisions sur immobilisations - Dotations aux provisions sur actif circulant - Dotations aux provisions pour risques et charges - Quote-part estimée amortissement des loyers crédit-bail mobilier et immobilier + Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges d'exploitation
Investissements corporels et incorporels	Investissements corporels + Autres postes d'immobilisations incorporelles
Investissements d'exploitation	Investissements corporels et incorporels + Acquisitions d'immobilisations par crédit bail
Opérations hors exploitation	<ul style="list-style-type: none"> + Bénéfice attribué ou perte transférée - Perte supportée ou bénéfice transféré + Total des produits financiers - Reprises sur provisions, transfert de charges financières - Différences négatives de change - Charges nettes sur cessions de VMP + Produits exceptionnels sur opérations de gestion - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion + Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges d'exploitation - Reprises sur provisions d'exploitation + Reprises sur provisions, transfert de charges financières - Reprises sur provisions financières + Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles - Reprises sur provisions exceptionnelles - Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)
Revenus répartis (ou revenu global)	Valeur ajoutée <ul style="list-style-type: none"> + Subventions d'exploitation + Charges à répartir + Autres produits d'exploitation - Autres charges d'exploitation + Opérations hors exploitation
Stocks	Stocks (matières premières, approvisionnements) <ul style="list-style-type: none"> + Encours de production de biens + Encours de production de services + Stocks de produits intermédiaires et finis + Stocks de marchandises
Total des emplois	Capitaux investis <ul style="list-style-type: none"> + Besoins en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE) + Trésorerie actif
Total des ressources	Financement propre + Endettement
Trésorerie actif	Disponibilités <ul style="list-style-type: none"> + Valeurs mobilières de placement (VMP) + Avances de trésorerie au « groupe et associés »
Valeur ajoutée	Chiffre d'affaires nets + Production stockée + production immobilisée - achats de marchandises - variations de stocks marchandises - achats de matières premières - variations de stocks - autres achats et charges externes + loyers de crédit bail mobilier + loyers de crédit bail immobilier + charges de personnel extérieur